

**Mr. Marc Anglade, Coordonnateur national du mécanisme de l'aide externe, Haïti
(Cadre de Coordination de l'Aide Externe au Développement d'Haïti- CAED)**

Introduction et questions d'orientation: *Vous avez été à l'avant-garde de la coordination de l'exercice de suivi sur l'efficacité de 2018 dans votre pays. Que s'est-il passé depuis lors ? Comment votre gouvernement a-t-il diffusé et utilisé les résultats pour mettre en œuvre les principes d'efficacité avec les partenaires de développement et les autres parties prenantes, et qu'est-ce qui a changé ? Que faudra-t-il pour renforcer davantage la structure de coopération et de dialogue dans votre pays et quel soutien est nécessaire de la part des différents acteurs ?*

- Bonjour Monsieur le Modérateur. Bonjour à toutes et à tous! Je vous remercie pour cette opportunité. Je salue les interventions de mes consœurs et confrères, très enrichissantes ! Et je profite pour dire merci à l'équipe conjointe PNUD-OCDE pour leur formidable travail.
- La participation au 3^{ème} round du monitoring de Busan était fondamentale pour Haïti. Divers goulots d'étranglement avaient été identifiés avant cet exercice lors du comité d'efficacité de l'aide – notre forum stratégique de coordination de l'aide - du 2 juillet 2018, cet exercice allait permettre de donner un aperçu objectif de la mise en œuvre des principes de Busan en Haïti ;
- La réception des résultats est intervenue dans un contexte de grande instabilité politique en Haïti, un gouvernement provisoire était alors en place ayant pour mandat de liquider les affaires courantes, avec une succession de périodes de turbulences et de peyi lòk – qui veut dire pays bloqué en créole. Les résultats ont bien sûr été envoyés aux partenaires, mais leur publication n'a pas engendré la dynamique qui était escomptée sans leadership politique fort pour les porter.
- Le défi a alors été de trouver comment capitaliser sur ce travail ; et c'est à un niveau technique que j'ai trouvé la réponse. En tant que Coordonnateur national j'ai engagé un travail de fond permettant d'établir un diagnostic objectif de la situation de la mise en œuvre des principes du Partenariat de Busan dans le pays, en déterminant les causes profondes de l'inefficacité de l'aide (autant de l'aide humanitaire que celle au développement) en mettant en exergue les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de la coopération externe, en questionnant les 10 indicateurs de Busan. Car en Haïti nous nous devons de lier la réponse humanitaire et la réponse de développement.
- Les résultats ont permis de compléter les résultats du 3^{ème} monitoring en donnant des explications aux chiffres. Oui la coopération est peu alignée! Elle n'est pas liée

non plus et il existe des dysfonctionnements de notre système de suivi de l'aide. La délégation haïtienne a clairement rappelé ces points lors de l'Assemblée générale le 24 Septembre. C'est aussi essentiellement une coopération de substitution qui n'est pas vraiment porteuse de croissance que les analyses ont reflété.

- Alors pourquoi ? Au-delà des dysfonctionnements intrinsèques de la planification nationale qui ne joue pas son rôle de guide (il n'y a pas eu malheureusement de Plan triennal d'investissement depuis 2016 – Or c'est ce Plan qui est l'outil permettant de donner des orientations à court et moyen terme), il faut souligner que l'essentiel des besoins humanitaires en Haïti – mis à part ceux directement liés à des chocs (séismes, cyclones etc) – l'essentiel des besoins humanitaires sont de nature quasi chronique, et sont directement liés à des déficits de développement, qui eux même trouvent leurs origines dans des problèmes structurels et systémiques, qui parfois sont tellement complexes à résoudre qu'ils en deviennent des **nœuds gordiens**. Les besoins humanitaires sont les symptômes et les manifestations de ces problèmes – problèmes de gouvernance politique, de gouvernance économique, de gouvernance institutionnelle notamment. Sans une réponse unique adressant ces aspects, les progrès permettant d'atteindre les objectifs de développement durable seront limités.
- Cette réponse est bien sûr politique, mais en attendant une réponse technique peut améliorer la situation et nous souhaitons travailler sur un cadre de partenariat entre les PTF et les acteurs gouvernementaux, mais pas seulement, nous comptons sur la participation engagée du secteur privé et de la société civile, où des responsabilités claires seront définies pour que chacun s'engage dans le changement et soit acteur et non spectateur. Cela nous permettra d'élaborer une politique publique de coopération internationale et de gestion de la coopération externe qui, je l'espère, capitalisera sur cette bonne pratique.
- Au final, ce que nous attendons de nos partenaires c'est de l'optimisme ! C'est un partenariat fort, basé sur les principes de l'efficacité de la coopération au développement qui nous permettra de mettre en œuvre l'Agenda 2030 en Haïti et atteindre notre objectif d'être un pays émergent d'ici à 2030.

Marc Anglade

Coordonnateur du Secrétariat Technique

Cadre de Coordination de l'Aide externe au Développement d'Haïti (CAED)